

Référence : A32S2441 PGC - PGC 1

Date d'édition : 05/02/2026

Rapport comportant : 27 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION

ROUEN (76) MISE EN ACCESSIBILITE DU PALAIS DE JUSTICE & CONSEIL
DES PRUDHOMMES
1 place de la Madeleine
76000 ROUEN

Maître d'ouvrage

MINISTERE DE LA JUSTICE
DFRiP BRETAGNE Service Facturier Justice Avenue Janvier
35021 RENNES

Le coordonnateur SPS
Nathalie LECOINTRE



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	02/01/2026	LECOINTRE Nathalie		

Diffusion :

Diffusion	MINISTERE DE LA JUSTICE		
	Monsieur DERUERE Franck	Maître d'ouvrage	franck.duruere@justice.gouv.fr
	ATELIER G		
	Monsieur GARCIA Emmanuel	Maître d'oeuvre	emmanuel.garcia@atelierg.archi

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	21 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 04/07/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : ROUEN (76) MISE EN ACCESSIBILITE DU PALAIS DE JUSTICE & CONSEIL DES PRUDHOMMES

Adresse : 1 place de la Madeleine
76000 - ROUEN

Type d'ouvrage : Travaux de mise en accessibilité

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Autre	Date

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **2**.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 8 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 12 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	MINISTERE DE LA JUSTICE	DFRiP BRETAGNE Service Facturier Justice Avenue Janvier 35021 RENNES
	Monsieur DERUERE Franck	Tel : 07 78 11 61 46 franck.duruere@justice.gouv.fr
Maître d'oeuvre	ATELIER G	29 Rue Léon Malétra 76140 LE PETIT QUEVILLY contact@atelierg.archi
	Monsieur GARCIA Emmanuel	Tel : 06 07 52 90 94 emmanuel.garcia@atelierg.archi
OPC	OPUS INGENIERIE	17 rue du Port 27400 LOUVIERS Tel : 0232098937
	Madame FOUQUET Florie	Tel : 06 32 98 80 48 florie.fouquet@opusingenierie.fr
Coordonnateur SPS	ALPES CONTROLES	50, Rue Ettore Bugatti 76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY Tel : 0375240212 sps.nord@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
OPPBTP	OPPBTP	avenue du grand cours 14000 Caen Tel : 02 31 44 23 61 normandie@oppbtp.fr
CARSAT	CARSAT	5 Avenue du Grand Cours CS 36028 76000 ROUEN Tel : 3960 prevention.rouen@carsat-normandie.fr
Inspection du travail	DIRECCTE	2,Rue de Saint-Sever 16200 Rouen Tel : 02 32 18 97 91 ddets-direction@calvados.gouv.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Déconstruction-Gros-oeuvre		
Lot 02 - Menuiseries Intérieures		
Lot 03 - Serrurerie-Métallerie		
Lot 04 - Peinture		
Lot 05 - Signalétiques		
Lot 06 - Electricité		
Lot 07 - Plomberie		
Lot 08 - Equipements PMR		
Lot 09 - Ascenseur		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
DESAM	Désamiantage	
D	Démolition	
T	Terrassements	
COUV	Couverture	
EL	Electricité courants forts	
PB	Plomberie Sanitaire	
MEX	Menuiseries Extérieures	
MIN	Menuiseries Intérieures	
VRD	Voirie et Réseaux Divers	
ASC	Ascenseurs	
PLAQ	Cloisons Doublages	
FA	Façades bardages	
CAR	Carrelage	
ENR	Enrobé	
PAR	Parois de soutènement	
MO	Maîtrise d'Ouvrage	
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	
GO	Gros oeuvre	
ETAN	Etanchéité	
CHARP	Charpente	

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :


- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	2
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	3
5.1.1.5	Prévention liée à la présence d'amiante	3
5.1.1.6	Prévention liée à la présence de plomb	5
5.1.1.7	Prévention liée aux chaleurs intenses	5
5.1.2	Organisation générale du chantier	7
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	7
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	7
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	8
5.1.2.4	Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	9
5.1.2.5	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	10
5.1.2.6	Circulations sur le chantier	11
5.1.2.7	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	11
5.1.2.8	Nettoyage et Gestion des déchets	12
5.1.2.9	Moyens mis en commun : Echafaudages	12
5.1.2.10	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	13
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	14
5.1.3.1	Protections collectives	14
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	15
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	17
5.2.1	Phase Préparation	17
5.2.2	Phase Chantier	19
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	20
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	20
5.3.2	Projet de Plan d'Installation de Chantier	21
5.3.3	Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants	21
5.3.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	21

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
Site de type Urbain		
Bâtiments mitoyens <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
Voies de circulation Noms des voies de circulation : Rue Saint-Lô et rue aux Juifs 76000 Rouen  Contraintes dues aux voies de circulations : - Présence d'habitations, de public et de véhicules		

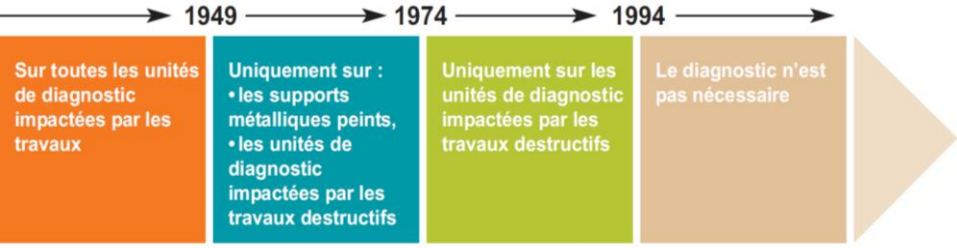
5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires : Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non le	MO	MO

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
Horaires d'accès au chantier Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Voie d'accès au chantier ➤ Voies existantes d'accès : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> Localisation : Rue aux Juifs/Rue Saint Lô Nature : communale Entretien général : goudronné, sans difficulté apparente Flux important de piétons et d'usagers.		
➤ Véhicules chantier : <ul style="list-style-type: none"> Interdits (rues piétonnes), sauf au titre temporaire de déchargement de matériaux ou matériel le matin jusqu'à 11h30. 		

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	Installation	Entretien
➤ Autorisation de voirie à demander aux services de voirie de la mairie, du département ➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes) ➤ Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux	Entreprise concernée	Entreprise concernée

5.1.1.5 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC. RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Aucun rapport de diagnostic avant travaux reçu à ce jour suite à la demande formulée auprès du maître d'ouvrage sur le registre journal le :	MO	
Qualification des intervenants Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.	DESAM EC	
Méthodologie de travaux Les travaux, après décision du maître d'ouvrage, seront réalisés en sous-section 4 ou en sous-section 3 Eléments à fournir et dispositions à prendre : se référer au chapitre « Mesures par phase ». Dans le cas de la sous-section 3, ces travaux sur des matériaux contenant de l'amiante feront l'objet d'un plan de retrait ou d'encapsulage réalisé par l'entreprise de désamiantage, soumis à l'avis de l'inspection du travail. Cet organisme dispose d'un délai incompressible de 30 jours pour émettre son avis. Durant ce délai de carence, aucune activité sur le chantier ne doit être réalisée.	MO DESAM DESAM	DESAM DESAM

5.1.1.5 Prévention liée à la présence d'amiante	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	TCE	

5.1.1.6 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p>  <p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non (retirer les mentions inutiles)</p> <p>Aucun rapport de diagnostic reçu à ce jour suite à la demande formulée auprès du maître d'ouvrage sur le registre journal le :</p>	MO	

5.1.1.7 Prévention liée aux chaleurs intenses	Installation	Entretien
<p>Application du décret 2025-482 du 27 mai 2025</p> <p>L'épisode de chaleur intense est défini, dans des conditions déterminées par arrêté des ministres chargés du travail, de l'environnement et de l'agriculture, par référence à un dispositif développé par Météo-France pour signaler le niveau de danger de la chaleur. (Référence Art. R. 4463-1, du code du travail)</p> <p>Il en découle des obligations comme l'intégration de ces risques au PGC mais aussi pour les employeurs avec la mise à jour des PPSPS en conséquence.</p> <p>Mesures communes :</p> <p>1. Mettre à disposition de l'eau fraîche pour les travailleurs ; (A minima 3 Litres d'eau fraîche et potable par personne et par jour) Mise en place d'un réfrigérateur ou point d'eau fraîche et potable accessibles facilement et rapidement, en particulier pour les travaux extérieurs ou postes éloignés.</p> <p>2. Créer un local frais de repos adapté aux conditions climatiques ou aménager le chantier de manière à permettre l'organisation de pauses dans des conditions de sécurité équivalentes.</p> <p>Mesures de planifications :</p> <p>Planification des interventions de manière à éviter l'exposition prolongée aux fortes chaleurs.</p> <p>En cas de chaleur intense, il faut être vigilant quant aux tâches à exécuter. Cela implique par exemple de limiter le travail physique et de réaliser les tâches lourdes tôt le matin, de prévoir et de fournir des aides à la manutention. La vigilance doit être renforcée face à certains types de travaux comme les interventions sur les toits pour les couvreurs, ou sur les enrobés pour les ouvriers des travaux publics.</p> <p>Prendre les mesures organisationnelles adéquates pour que les travaux se fassent sans exposer les salariés aux chaleurs intense et rayonnement solaire.</p>	<p>Tous</p> <p>MOA – GO</p> <p>MOE – Toutes les entreprises</p>	<p>GO</p>

5.1.1.7 Prévention liée aux chaleurs intenses	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<p>PPSPS : Par application de ce décret, les entreprises devront mettre à jour leur PPSPS tenant compte des dispositions ci-dessus et toutes celles prévues dans le texte et directement à charge des employeurs.</p>	Toutes les entreprises	

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
<u>Panneau de chantier</u>		
Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP	GO	GO
<u>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</u>		
<p>➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité.</p> <p>Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), • Zones de livraison/déchargement • Voies de circulation • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Emplacement des aires de stockage : • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS <p>➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.</p>	MOE/OPC	MOE/OPC
	MOE	MOE

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
<u>Locaux communs à toutes les entreprises</u>		
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</p>	MO	MO

<p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), <u>OU</u> minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base ➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats : <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base ➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP. <p>Les locaux existants seront utilisés comme base vie et mis à disposition par le maître d'ouvrage.</p>	GO	GO
---	----	----

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	Installation	Entretien
<u>Clôture de chantier</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cloisonnement et portes provisoires, mise en place et déplacements en fonction des différentes phases du chantier, afin de délimiter les zones d'interventions dans les bâtiments existants concernés par les travaux, dans tous les niveaux 	EC	EC
<u>Signalisation et Balisage</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Signalisation à l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> • Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation en signalisation d'approche et de positionnement • Fléchage du chantier ➤ Signalisation au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> • Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès et en bordure de voirie 	GO EC	GO EC
	GO EC	GO EC

5.1.2.4 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<u>Bureau de trafic et de contrôle d'accès</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Un contrôle d'accès est effectué par les services de sécurité du site. Les entreprises doivent effectuer une demande d'autorisation d'accès au site auprès du MOE	Toutes entreprises	Toutes entreprises
<u>Gardiennage du chantier</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.2.5 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)		Installation	Entretien
<u>Installation électrique générale de chantier</u>			
<u>Installation électrique secondaire de chantier</u>			
Si nécessaire : ➤ Source : Armoires générales par bâtiment (ou par cages d'escaliers) ➤ Coffrets de chantier : répartis aux différents niveaux distribués depuis les colonnes montantes des cages d'escaliers et ne nécessitant pas l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux. Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebus.		EL	EL
<u>Vérification de conformité :</u>			
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiées par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.		GO EL	GO EL
<u>Estimation du besoin de puissance :</u>			
➤ Chaque entreprise devra indiquer pendant la période de préparation de chantier ses besoins en puissance électrique pour la réalisation de ses travaux. L'absence d'information vaudra acceptation des puissances disponibles mises en œuvre par l'entreprise en charge de cette installation, sur la base des informations recueillies dans les pièces écrites.		EC	EC

5.1.2.6 Circulations sur le chantier	Installation	Entretien
Circulations horizontales intérieures		
➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. 	GO	GO
Circulations verticales intérieures		
➤ Mise en œuvre de tours d'échafaudage escaliers suivant besoins, permettant l'aménagement d'accès à chaque niveau.	EC	EC
➤ Mise en place d'un échafaudage dans les halls de grande hauteur	EC	EC
➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires		
Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) Les échelles et escabeaux ne sont pas des postes de travail.	EC	EC
5.1.2.7 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	Installation	Entretien
➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.	TCE	TCE
➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	TCE	TCE
➤ Après recensement auprès des entreprises, le Plan d'Installation de Chantier devra être complété en phase de préparation.	GO	GO
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.	EC	EC
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.	TCE	TCE

5.1.2.8 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des TRAVAUX.		
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants : ➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment. ➤ Nettoyage des postes de travail de chacun, et par aspiration des poussières (plâtre, ciment, bois). ➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	Toutes entreprises	Toutes entreprises
<u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u>		
➤ Chaque entreprise évacuera ses propres déchets au fur et à mesure de l'état d'avancement du chantier.	Toutes entreprises	Toutes entreprises

5.1.2.9 Moyens mis en commun : Echafaudages	Installation	Entretien
➤ Indication, sur le planning d'exécution, des périodes de disponibilité des moyens mis en commun.	OPC	OPC
<i>Vérification avant mise à disposition</i>		
➤ S'assurer et mettre à disposition sur l'échafaudage la fiche de vérification du montage de l'échafaudage.	FA	FA
<i>Convention de mise à disposition et d'utilisation</i>		
➤ L'installateur proposera dès la phase de préparation le matériel qu'il prévoit de mettre à disposition pour le chantier, et proposera également une convention de mise à disposition et d'utilisation de celui-ci.	FA	FA
<i>Pour chaque entreprise utilisatrice (hors installateur)</i>		
➤ Planifier ses interventions en tenant compte de la période de mise à disposition des échafaudages.	EC	EC
➤ Indiquer à l'entreprise installatrice, par l'intermédiaire de l'OPC, pendant la période de préparation du chantier, ses besoins relatifs à une utilisation des échafaudages. Les données à transmettre seront les suivantes : • Niveau des plateaux en fonction de ses travaux • Surcharge utile nécessaire à la réalisation de ses travaux	EC	EC

5.1.2.10 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
Consignes – Services d'urgences <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévenir Le SSIAP au 06 71 83 26 46 ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieur de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe	GO TCE	GO TCE
Mesures d'évacuation <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance. Le SSIAP supervisera l'évacuation 	TCE	TCE
Déclaration d'accident <ul style="list-style-type: none"> ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident. 	TCE	TCE
Mesures de secours et de communication sur le site <ul style="list-style-type: none"> ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier. ➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables. 	TCE TCE EC	TCE TCE EC
Secouriste <ul style="list-style-type: none"> ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier. 	TCE	TCE

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à la **charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

Coactivité : Terrassement (VRD préalables) ; Gros œuvre ; Démolition ; Désamiantage ; Déplombage

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Risques d'incendie <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identification et balisage des zones pour les produits dangereux, mise en place des moyens de lutte (extincteurs, bac de rétention, débroussaillage périphérique, etc.). Limitation du stockage dans les quantités nécessaires à la consommation journalière. 	T et GO	T et GO
Risques liés aux démolitions : heurt, écrasement, chute <p>Mesures générales :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Consultation des plans de récolement, analyse de l'existant afin de déterminer les moyens d'étaisements (nécessite une note de calcul si > 6m) et phasages nécessaires aux travaux de démolition ou de reprise en sous œuvre ➤ Réalisation une étude détaillée afin de déterminer : <ul style="list-style-type: none"> - le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre, - la séquence des démolitions, notamment afin de ne pas surcharger les planchers existants avec des gravats ou une circulation d'engins, - les étaisements nécessaires le cas échéant, - la stabilité des éléments restants (tenir compte des effets du vent) ou contiguës/mitoyens (y compris sous-sol), - le périmètre de sécurité. <p>Le mode opératoire de l'entreprise devra être validé avant intervention par un BET STRUCTURE.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise. ➤ Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement des démolitions / du curage. ➤ Après démolition au droit d'un joint de dilatation, curage des éléments restants, notamment les éléments de construction en porte-à-faux, puis mise en place d'un filet de protection afin de limiter tout risque de chute d'éléments non curés. 	D et GO	D et GO

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<p><i>Risques liés à la présence amiante – Intervention en sous-section 4</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pas de co-activité simultanée durant l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante. ➤ Respect des modes opératoires (transmis aux organismes de prévention) ➤ Réalisation selon analyse des risques, d'une mesure d'empoussièrement à la fin de l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, à la charge de l'entreprise concernée. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre ») 	EC	EC
<p><i>Risques liés à la présence amiante – Désamiantage sous-section 3</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pas de coactivité simultanée durant le désamiantage ➤ Veiller au respect des procédures du plan de retrait ➤ Balisage et délimitation de la zone de travaux ➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge de l'entreprise de désamiantage ➤ Réalisation d'un contrôle visuel (R1334-29-3 du Code de la Santé Publique) et selon la norme NF X 46-021 à la charge du maître d'ouvrage ➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge du maître d'ouvrage. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »). ➤ Rapport de fin de travaux à remettre au coordonnateur SPS (pour intégration au DIUO) 	DESAM et MO	DESAM et MO
<p><i>Risques liés à la présence de plomb</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage. <p>Pendant les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. ➤ Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. ➤ Intervention de personnel formé. ➤ Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. ➤ Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb ➤ Installation à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie des locaux impactés, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. ➤ Mise en place de panneaux «interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier. <p>Après les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. ➤ L'entreprise effectuera, <u>avant restitution</u> des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. 	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.

5.2.2 Phase Chantier

Co activité : Terrassement ; Gros œuvre ; Fondations spéciales ; Parois berlinoises

Phase Chantier	Installation	Entretien
Risques d'écrasement et de chute de matériels		
➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel	EC	EC
➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation		
➤ Mode opératoire adapté à la tâche à décrire dans le PPSPS	EC	EC
Risques de chute		
➤ Concertation préalable, avec tous les lots concernés, pour le choix et la position des protections collectives (garde-corps, fermetures de trémie ou réservation...) permettant le maximum de travaux en sécurité sans démontage de ces protections.	EC	EC
➤ Maintien des protections en rive de dalle ou sur les trémies d'escaliers ou mise en place de protections collectives adaptées en remplacement (ossature de cloisons admise si mise en place de lisse de garde-corps incluse)		
Risques de chute d'objets		
➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement (carottage).	EC	EC
➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.		
Risques d'intoxication, d'explosion	EC	EC
➤ Ventilation des locaux et interdiction de fumer si l'on utilise des solvants		
Risques de blessures, émission de poussières		
➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation.	Entreprise concernée	Entreprise concernée
➤ Privilégier le captage à la source		

5.3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier **NOM DU CHANTIER**

À (commune ou arrondissement) **VILLE**

N° **NUMERO** Rue **NOM DE LA RUE**

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



5.3.2 Projet de Plan d'Installation de Chantier

Non communiqué à l'édition du présent PGC.

5.3.3 Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants

Non communiqué à l'édition du présent PGC.

5.3.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame est présente ci-dessous, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

CSPS	Nom	LECOINTRE Nathalie	Tél.06 85 43 64 52	
Mise à jour	Date de modification		Eléments modifiés	

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier Rue aux juifs/Rue Saint Lô 76000 Rouen		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	
Contraintes horaires de livraisons	Uniquement le matin jusqu'à 11h30		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)		Quai de déchargement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	Type
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	
Autres renseignements utiles			